

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

IDCC : 1596. – **BÂTIMENT**

Ouvriers

(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

(11^e édition. – Juillet 2005)

ACCORD DU 15 DÉCEMBRE 2005

RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX APPLICABLES

À COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2006 ET DU 1^{ER} JUILLET 2006 (AQUITAINE)

NOR : *ASET0650196M*

IDCC : *1596*

Article 1^{er}

En application des articles 12.8 et 12.9 des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies le 15 décembre 2005 et ont déterminé les salaires minima mensuels pour les ouvriers du bâtiment de la région Aquitaine à compter du 1^{er} janvier 2006 et du 1^{er} juillet 2006, comme suit.

Article 2

Les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment pour un horaire mensuel de 151,67 heures, comme indiqué dans les tableaux en annexes.

Article 2.1

A compter du 1^{er} janvier 2006

Pour les coefficients 185, 210 et 230 :

- la partie fixe est de 399,54 € ;
- la valeur du point est de 5,24 €.

Par dérogation à l'article 12.8 et 12.9 de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises visées par le décret du 1^{er} mars 1962, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des coefficients 150, 170, 250 et 270, pour un horaire mensuel de 151,67 heures, comme suit :

- coefficient 150 : 1 230,09 € ;
- coefficient 170 : 1 249,93 € ;
- coefficient 250 : 1 714,95 € ;
- coefficient 270 : 1 820,11 €.

Article 2.2

A compter du 1^{er} juillet 2006

Pour les coefficients 185, 210 et 230 :

- la partie fixe est de 405,54 € ;
- la valeur du point est de 5,32 €.

Par dérogation à l'article 12.8 et 12.9 de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises visées par le décret du 1^{er} mars 1962, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des coefficients 150, 170, 250 et 270, pour un horaire mensuel de 151,67 heures, comme suit :

- coefficient 150 : 1 242,39 € ;
- coefficient 170 : 1 262,42 € ;
- coefficient 250 : 1 749,25 € ;
- coefficient 270 : 1 856,51 €.

Article 3

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé à la direction départementale du travail et de l'emploi de la Gironde à Bordeaux et remis au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Bordeaux.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Fait à Bordeaux, le 15 décembre 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Fédération française du bâtiment Aquitaine ;
Union régionale CAPEB Aquitaine.

Syndicats de salariés :

Union régionale construction bois Aquitaine CFDT ;
CFE-CGC, section Aquitaine ;
Syndicat régional FO du BTP.

ANNEXE II

Salaires minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Aquitaine applicables au 1^{er} juillet 2006 (base 151,67 heures)

(En euros.)

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	SALAIRE mensuel minimal	TAUX HORAIRE minimal
Niveau I Ouvrier d'exécution :			
– position 1	150	1 242,39	8,19
– position 2	170	1 262,42	8,32
Niveau II Ouvrier professionnel	185	1 390,37	9,17
Niveau III Compagnon professionnel :			
– position 1	210	1 523,45	10,04
– position 2	230	1 629,92	10,75
Niveau IV Maître ouvrier ou chef d'équipe :			
– position 1	250	1 749,25	11,53
– position 2	270	1 856,51	12,24

Il est rappelé qu'aucun salaire réel ne peut être inférieur au SMIC correspondant à l'horaire appliqué.